

Vouloir vivre malgré le terrorisme

Author : François Thoreau

Date : 27 novembre 2015



J'ai hésité avant d'écrire ce texte sur les mesures adoptées par le gouvernement belge. Depuis le 13 novembre, les émotions se bousculent, les événements se précipitent, soudain le rythme de l'histoire s'emballer. Tout ce qui se déroule pour l'instant se déroule à chaud. Je doute qu'il soit possible d'écrire « à froid », avec un recul affecté, alors même que nous sommes plongés jusqu'au cou dans une situation en fusion. Plus encore : je refuse de réfrigérer ce qui vient juste de se produire par la froide distance de l'analyste, alors même que sont encore à vif tous les esprits et toutes les chairs.

Le silence, d'abord. Quand survient la nouvelle d'attentats comme ceux de Paris, la première réaction est une réaction de stupeur ; on reste interdit. La parole est ravalée. Les nouvelles tombent progressivement, le tableau de chasse des terroristes ne cesse de s'étoffer, et l'état de stupéfaction s'installe. Petit à petit, les tempes se mettent à battre rouge, un signal strident commence à retentir dans la tête, un peu comme le feraient des acouphènes. Ce qui s'est passé à Paris crée un type très particulier de vulnérabilité, creuse un trou dans le langage, nous laisse nus et pantelants devant la force brutale de l'événement.

Que peuvent alors les mots ? Comment peuvent-ils se déprendre de l'horreur indicible ? Que peuvent-ils face aux vies brisées, aux décombres, à l'insondable tristesse qui se répand comme une traînée de poudre ? Le temps des mots viendra, peut-être, sûrement, quand son heure sera venue. Mais il faudra qu'ils soient à nouveau chargés, à nouveau magnétisés, qu'ils puissent vraiment signifier quelque chose. Un événement comme celui qui vient de se produire éveille en moi l'expérience du scrupule, l'exigence de penser très délicatement devant chacune des victimes de l'événement.



Manifestement, tout le monde ne partage pas ce scrupule. À Paris, le sang des victimes était toujours tiède que, déjà, le Président de la République n'hésitait pas à qualifier la situation de « guerre », promettant une réponse « impitoyable ». On a entendu Manuel Valls, au micro de France Inter, saisi d'une sorte de jubilation morbide à la perspective de la grande restauration de l'État régalien, autoritaire, à laquelle il aspire tant. Qu'il était à son aise dans son rôle de « responsable », chargé de mener les ouailles à la bataille !

Ce qui est confondant dans cette affaire, c'est la promptitude de la riposte et l'empressement à *faire* le contraire de ce qu'on *dit*. Les gouvernements français, et belge dans la foulée, prônent le pacifisme, mais se mettent sur le pied de guerre. Ils célèbrent l'ouverture et la tolérance, mais militarisent les quartiers populaires. Ils exaltent les libertés mais déjà prohibent les joyeux éclats de désobéissance civile qui se profilent en marge de la COP21. Partout ils scandent qu'ils ne « lâcheront rien », et partout de même ils s'emploient activement à restreindre, jusque l'assèchement, toute forme de vie publique.

Cette grande confiscation de l'espace public a atteint des proportions inédites dans la Région de Bruxelles, où la population des dix-neuf communes a été virtuellement assignée à résidence. C'est le fameux « lockdown ». Ni Londres, ni Madrid, ni Paris, n'en ont été réduites à de telles extrémités. Il faut bien saisir de quoi il retourne. Le terme de « lockdown » provient du milieu carcéral, et décrit la situation de confinement des prisonniers dans leurs cellules, lorsqu'il s'agit pour les autorités pénitentiaires de reprendre le contrôle d'une situation — typiquement, d'un soulèvement possible. Une telle politique de confinement relève presque du réflexe pavlovien en cas de crise. Dès que survient une épidémie, un accident industriel, la solution du repli entre quatre murs s'impose comme évidente.

Hors de question pour moi de juger du bien-fondé de la mesure de confinement (même si j'ai bien sûr ma petite idée quant à son efficacité à rencontrer ses objectifs...). Des comptes devront être rendus bien assez tôt, et devront l'être en public. Porter un jugement, même analytique, à ce stade, ce serait déjà *pondérer* l'importance d'une vie humaine potentiellement perdue, face à l'impératif de protection dont se pare le gouvernement. Ce serait rejouer le mauvais débat de

l'équilibre liberté / sécurité, le peuple tirant à hue, le gouvernement à dia. Je refuse de poser la question en ces termes, qui déjà confortent les autorités politiques dans leur gestion de la crise, leur permettant de se draper dans leur rôle de « responsables », qui ont à prendre des mesures difficiles mais que l'exceptionnalité de la situation requiert. Il ne m'appartient pas de prendre la position du juge.



Indépendamment des raisons qui ont mené à cette décision du *lockdown*, ce qui m'intéresse ce sont ses conséquences. Une telle décision sans précédent n'est pas anodine et produit des effets propres, comme l'indique Bruno Watterfield, correspondant à Bruxelles du journal britannique *The Times* : « Un couvre-feu dans le centre d'une de vos villes pour la première fois depuis la Seconde guerre mondiale alors qu'aucune bombe n'a explosé, qu'aucune rafale n'a été tirée, cela abîme vraiment la vitalité du peuple belge¹ ». Je constate que dans la brèche de vulnérabilité ouverte par les attentats, et ces vies perdues qui auraient pu être la mienne, la nôtre, le gouvernement s'est engouffré sans vergogne pour faire exister en chacun de nous un « devenir terrorisés ».

Valls, encore, et Jambon à sa suite, je paraphrase : « il va falloir s'habituer à vivre avec la menace » ; « malheureusement, des événements similaires vont se reproduire ». Voilà par quoi nous avons à vivre et à penser ; par l'appréhension constante de l'autre qui menace notre sécurité, et par l'infusion lente de cette menace qui se distille jusque dans les moindres plis de notre quotidien. Quand l'Etat n'a plus que la sécurité comme idéal, qu'il a remis toute forme

de progrès ou de défense d'un intérêt commun, il produit une « mentalité d'assiégés, d'impuissants, cyniques ou justiciers, mobilisé contre un dehors défini comme menaçant et, au-dedans, contre les surnuméraires et les traîtres² ». Le voilà qui dessine une forteresse taillée sur mesure pour confiner sa population.

Je pose la question le plus sérieusement du monde : qui ne sera pas traversé par une appréhension, fût-elle passagère, avant d'aller prendre un vin chaud sur un marché de Noël ? Qui peut promettre qu'il ne jettera pas, au moins une fois, un coup d'œil furtif par-dessus son épaule à cette silhouette qui aura un instant paru suspecte ? Qui peut affirmer avec certitude qu'il ne sursautera pas d'effroi, alors que sautera le moindre bouchon de champagne ? La terreur est déjà là, elle est instillée parmi nous, elle nous empoisonne, c'est un fait. Alors l'enjeu ne consiste pas tant à la rejeter en bloc ou à en nier l'existence mais, *primo*, de bien cerner le jeu du gouvernement qui la cultive et la nourrit et, *secundo*, d'apprendre à s'en protéger, de continuer à vivre malgré ce poison.

Ce qui est en jeu est un rétrécissement dramatique du champ du pensable et du possible. Ma génération n'a jamais connu l'innocence de la libération sexuelle des années '60, puisqu'elle a grandi avec le Sida dans les années '80 et '90. La crainte que nous pouvons avoir, maintenant que l'histoire s'écrit à coups de 11 septembre et de 13 novembre, c'est de voir advenir une génération *apeurée*, au sens très actif du terme. Pour une telle génération, la simplicité d'un espace public partageable n'irait plus de soi. Elle ne pourrait plus, comme la nôtre l'a tant fait, badiner, muser, déambuler, flâner avec légèreté, mais toujours à travers l'angoissante pensée de : « et si c'était pour moi, aujourd'hui, ici et maintenant ? ». L'espace public lui-même, jusque dans ses lieux les plus anodins, se trouve en péril grave d'être contaminé par une sourde oppression, une peur latente.



La conséquence la plus immédiate du *lockdown* belge est l'installation d'un climat de terreur, qui se répand dans les médias et dans les esprits comme une traînée de boue. Une mesure comme celle-là est historique, non pas tant parce qu'elle aura frappé la ville de Bruxelles du 21 au 24 novembre 2015, constituant peut-être un dangereux précédent pour d'autres capitales

européennes, mais d'abord et avant tout par les effets délétères qu'elle continuera de produire, dans les semaines, les mois et les années à venir. Il va dorénavant falloir au peuple belge vivre avec cet héritage, avec ce consentement à la peur qui s'est manifesté, fût-ce de façon fugace.

Le verrou apposé par le *lockdown* n'est pas que physique, il se produit et se reproduit jusque dans l'intime, jusqu'au plus profond des fragilités de nos existences. Il opère une puissance potentielle de capture des esprits et de l'imagination. On pense terrorisme, on respire terrorisme, on vit terrorisme, en un mot comme en cent, nous sommes vulnérables à l'emprise que ce « terrorisme » peut exercer sur nous, nos vies, nos affects. On peut penser de manière légitime qu'il n'est pas de péril plus grave en démocratie que de céder à une telle capture.

Je n'ai pas la moindre idée de ce qu'il faudrait faire, encore moins de ce que le gouvernement aurait pu ou aurait dû faire. Comme tout être normalement constitué, je ne désire par mourir dans un attentat. Mais ce que je sais, c'est que le déploiement actuel de forces policières et militaires ne contribue pas à rendre le monde plus vivable. Et j'ai de très sincères doutes qu'il puisse le rendre plus sûr. L'enjeu actuel, plus que jamais, me semble de parvenir à rouvrir des espaces partagés, où l'on puisse habiter collectivement, tisser des liens, s'engager ensemble sur des voies communes — des savoirs-faire, de la pensée collective... Il s'agit, ni plus ni moins, que de rendre ce « dehors », ce dehors si chargé de menaces, devenu si pesant, il s'agit de le rendre à nouveau hospitalier, un peu plus habitable.



Je pense très profondément que ce gouvernement ne peut pas être à la hauteur des événements, qu'il n'en est littéralement *pas capable*. En tout cas, je me garderais bien d'en attendre quoi que ce soit. L'exemple français m'invite à penser que cette incapacité ne provient pas d'une position sur l'échiquier politique, et que la réaction de la « gauche de gouvernement » ne diffère ni dans sa nature, ni même dans son degré, des réponses de la

droite. Au contraire, je suis persuadé qu'il appartient à des individualités bien décidées de persister dans des formes de joie de vivre, coûte que coûte ; qu'il appartient aux citoyens, aux collectifs, aux associations les plus diverses de lutter pour désincarcérer, agrandir, rouvrir les espaces publics ci-devant rabougris et désertés.

Dans ces espaces qu'il nous faut réapproprier pour sortir notre monde de l'ornière dans laquelle il s'engage, les questions d'identités religieuses et les actes de quelques dégénérés ne pourront pas occuper tout le terrain. Bien sûr, il faudra tirer les conséquences de nos amitiés géopolitiques douteuses, en particulier avec l'Arabie saoudite, de nos prises de participation à des guerres récentes qui n'avaient jusque-là pas semblé poser problème. Toutefois, si l'enjeu consiste vraiment à retrouver collectivement les voies et modalités d'un monde un peu plus habitable que ce qu'il est subitement devenu, ce cheminement devra en passer par d'autres enjeux de questionnement, d'autres ordres d'importance.

Je m'adresse à ceux qui sont chômeurs complets indemnisés et qui devront bien multiplier les ruses pour déjouer le soupçon constant dont ils sont les victimes, le renforcement terrible de la police exercée à leur endroit, et les traques dont ils font dorénavant l'objet. À tous ceux dont les emplois sont péniblement subsidiés dans la culture et l'enseignement, à grands renforts de justifications incessantes et d'inquisitions disproportionnées, qui devront redoubler d'ardeur dans leurs luttes à fabriquer des espaces habitables, alors même que les budgets alloués à la sécurité viennent d'être augmentés au-delà de toute proportion. Je m'adresse également à ceux qui savent parfaitement que nous n'avons pas besoin d'ajouter la pollution sécuritaire à tous les désastres écologiques ambiants, et que ce sont ces derniers qui engagent en dernier ressort les possibilités mêmes de tout vivre-ensemble.

Au fond, ce qui se joue pour l'instant est avant tout une question d'atmosphère, de savoir dans quelles conditions nous allons pouvoir continuer à respirer malgré ce qui se passe, et ne pas céder à l'offensive affective initiée par les gouvernements français et belge. On peut toujours bien critiquer l'action gouvernementale, mais la question cruciale c'est celle du devenir collectif. Comment cultiver la joie et la vie auprès de nos enfants, les sortir du piège tendu à leur génération par l'exercice généralisé de la terreur ?



Il ne s'agit pas d'une question rhétorique mais d'une question vitale, que posait déjà Élisée Reclus en 1894 : « L'histoire nous permet d'affirmer en toute certitude que la politique de haine engendre toujours la haine, aggravant fatalement la situation générale, ou même entraînant une ruine définitive. Que de Nations périrent ainsi, oppresseurs aussi bien qu'opprimés ! *Périssons-nous à notre tour ?*³ ». Cela n'est pas une question générale, posée à « nos sociétés », mais bien à celles et ceux qui, de leur côté, avec leurs voisins, avec leurs amis, collectivement, se demandent dans quels devenirs ils vont bien pouvoir s'engager malgré cette omerta sécuritaire. Plus que jamais, l'enjeu est un enjeu climatique au sens terriblement dramatique de trouver, de retrouver les voies d'un climat propice à la vie commune, une atmosphère respirable, un milieu habitable.

¹ *Le Soir*, « Ce n'est plus un pays, c'est un punching-ball », entretiens avec des correspondants étrangers à Bruxelles, édition du 24 novembre 2015.

² P. Pignarre et I. Stengers, *La sorcellerie capitaliste. Pratiques de désenvoûtement*, p. 85.

³ Élisée Reclus, *L'anarchie*, conférence prononcée le 18 juin 1894 (je souligne).